

Mise en place d'un dialogue maritime global entre la France et le Japon

Retour sur le séminaire de lancement des 13 et 14 décembre 2018 à Tokyo

Yves Henocque, IFREMER/SFJO

Selon le Livre blanc de la Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030¹, la France vise à renforcer sa présence et son action dans la région sur les plans politique, stratégique, économique et **environnemental**, en consolidant notamment ses partenariats stratégiques, sans exclusion, en tant que puissance médiatrice en termes diplomatique, militaire, culturel, éducatif -nationale et européenne- capable de défendre ses intérêts et de faire partager ses valeurs. Dans ce contexte, elle vise notamment à développer et approfondir ses partenariats stratégiques dans la région, plus particulièrement avec **l'Australie, l'Inde, le Japon, la Corée du sud, l'Indonésie et Singapour** (les relations avec le *Vietnam, la Malaisie, la Thaïlande et la Nelle Zélande* sont également évoquées) sur la base d'une communauté de valeurs et d'intérêts, mettant en œuvre des formats de dialogue et de coopération ad hoc, en vue de développer les convergences au niveau stratégique et de contribuer à la paix et à la stabilité de l'espace asiatique indopacifique, notamment dans sa **dimension maritime**.

C'est dans ce contexte qu'il a été décidé de tenir un séminaire « de mise en cohérence des dialogues existants, portant notamment sur l'éducation et la recherche, l'innovation technologique et le savoir-faire de deux grandes puissances industrielles, appliqués à l'exploration et l'exploitation raisonnées des mers et des océans, premiers catalyseurs d'une croissance bleue, l'environnement et la sécurité ».

Le séminaire était conçu selon quatre sessions :

1. **Coopération scientifique et technologique : les voies du futur**
2. **Economie bleue : une opportunité de coopération industrielle**
3. **Politiques environnementales dans le domaine maritime et gouvernance**
4. **Stratégie et coopération en matière de sécurité de la région Indo-Pacifique**

En fait, après une présentation réciproque des politiques maritimes intégrées des deux pays et un historique très complet de leur coopération scientifique et technique (jusqu'au 27^{ème} sous-comité mixte pour le développement des océans en mai 2018), les questions de R&D ont largement dominé les trois premières sessions sur les interfaces terre-mer, les infrastructures de recherche et moyens de simulation, l'exploration/observation des grands fonds, l'observation spatiale, la partage et l'accessibilité aux données, les énergies renouvelables, les évaluations environnementales, les aires marines protégées, et enfin les pêches. Si la quatrième session était consacrée à la sécurité, les notions comme la lutte contre la pollution, protection de la biodiversité marine, accès aux ressources, et effets du changement climatique, ont été évoquées dans presque toutes les interventions.

La première session a été ouverte par une remarquable présentation historique de la coopération franco-japonaise, préparée avec l'aide du président de la SFJO japonaise (Teruhisa Komatsu), et faite par Tatsuya Watanabe, chef du bureau Océan du MEXT. Outre les grands projets communs (KAIKO, STARMER,...), elle a permis de rappeler l'action continue des SFJOs, notamment à travers la tenue régulière de leurs conférences, mais également dans les moments de crise des deux pays, particulièrement dans le domaine de l'ostréiculture (disparition de l'huître portugaise dans les années 60 en France ; reconstruction de l'activité ostréicole après-tsunami de 2011 au Japon). Ce point a été complété par la coopération engagée entre les équipes IFREMER et FRA (Fisheries Research Agency).

¹ Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030. Vers un espace asiatique indopacifique inclusif. Livre blanc. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. 2018

Au total, il est apparu clairement que la coopération scientifique et technique, du fait de sa longue histoire et de son large champ interdisciplinaire, de la côte jusque dans les eaux océaniques, était un élément structurant fort du dialogue maritime franco-japonais. L'autre élément structurant est celui de la sécurité qui s'appuie sur un dialogue 2+2 (ministères des Affaires étrangères et de la Défense) qui se réunira de nouveau en France durant le premier trimestre 2019.

La dernière demi-journée était consacrée à un dialogue en huis clos des administrations des deux pays, pour tirer les conclusions de ce séminaire et décider des orientations et premières actions à venir. Une déclaration commune sera probablement émise dans les semaines qui viennent.

En termes de propositions concrètes de collaboration sous forme de projet structuré, on constate que, de manière générale et en dehors de la sécurité, où un dialogue solide et régulier existe (dialogue 2+2), il s'est plutôt agi de faire des présentations générales mettant en avant les 'possibilités' de coopération.

Outre le projet 'Nature et culture' en construction des deux SFJOs, la proposition de projet commun la plus avancée était celle du projet de déploiement et de mise en œuvre d'observatoires profonds dans le Pacifique sud. Ce projet a été mûri à partir de trois ateliers qui se sont tenus successivement de 2015 à 2018. Dans le cadre de l'accord de coopération entre l'IFREMER et le JAMSTEC, mais élargis à de nombreux partenaires français (CNRS, IRD, SGM Nelle Calédonie,...), japonais (NIES, universités,...), et internationaux (AIFM, CPS, DOSI,...), ces ateliers traitaient des questions d'études d'impact et de suivi environnemental des futures exploitations minières des grands fonds marins. Une des priorités qui est apparue est celle de la capacité des moyens d'observation dans les grands fonds pour pouvoir produire des données à long terme, les analyser, et les rendre accessibles aux décideurs et populations des territoires concernés. Une première recommandation a été faite dans ce sens à l'issue du dernier atelier en mai 2018, pour être ensuite reprise sous forme de **déclaration d'intention** (Annexe 1) accompagnée d'un dossier distribué à tous les participants lors du séminaire des 13 et 14 décembre 2018.

Des discussions qui ont eu lieu sur ce projet pendant et autour du séminaire, on relèvera les principaux points suivants :

- Le projet a été bien perçu par les autorités françaises (ministère de la Recherche, SG Mer, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères), notamment en termes d'opportunité pour **l'outre-mer français du Pacifique sud** ;
- La direction du JAMSTEC va soutenir la participation de ses chercheurs à un atelier d'**étude de faisabilité** du projet qui se tiendra dans le premier semestre 2019 en Nouvelle Calédonie. Du côté français, un soutien financier de l'ambassade de France de Tokyo est déjà acquis. Le Conseiller scientifique de l'ambassade est désireux de participer à cet atelier ;
- D'ores et déjà, une période possible se dégage pour la tenue de cet atelier, en conjonction avec la première escale de l'Atalante à Nouméa : **3-5 mai 2019**, ce qui conviendrait au JAMSTEC car correspondant à sa nouvelle année fiscale (qui commence en avril) ;
- Comme prévu, la **mise à contribution des campagnes 2019** déjà programmées respectivement par le JAMSTEC et l'IFREMER est confirmée : campagne 'Mirai' dans la ZEE (Australes) de la Polynésie française en février 2019 (échanges de données sur écosystèmes monts sous-marins ; échantillon vidéo sur drague remorquée profonde), et campagne 'Pourquoi Pas' sur le site observatoire profond ERIC/EMSO (10 juin-4 juillet 2019) avec participation de deux collègues du JAMSTEC : un scientifique et un ingénieur responsable de la mise en œuvre du système d'observation profonde 'Edokko', court et longue durée.

Sans encore connaître les conclusions du huis clos administratif qui s'est tenu en fin de séminaire, il apparaît d'ores et déjà que la légitimité du **sous-comité mixte franco-japonais pour le développement des océans** va probablement en être renforcée, en étant notamment systématiquement accolé à la tenue possible d'un atelier 'retour' en France en 2020.

ANNEXE

DEEP SEA COLLABORATIVE STUDY IN THE SOUTH PACIFIC

Our Scientific and Technological Proposal

The Japan-France EcoDOOR Steering Committee

Long-standing cooperation between France and Japan led to the South Pacific

France and Japan started their cooperation for deep ocean exploration more than 60 years ago, including the submersibles *Nautile* and *Shinkai 6500*. Both countries have been conducting scientific cruises in the South Pacific in collaboration with then-SOPAC (currently Pacific Commission) and the small island states.

Among others, French-Japanese-SOPAC STARMER Project conducted nine research cruises using three manned-submersibles *Nautile*, *Shinkai 6500* and *Cyana* and other survey instruments between 1987 and 1992. The tectonic development, magmatism, and hydrothermal activity in the area have been outlined for the first time in the region. At the request of SOPAC, Japan contributed to create seafloor resource database in the South Pacific region during more than 20 years (1985-2005), though the acquired data were uncomplete and need now to be updated in regard to better ocean governance, including in the South Pacific.

Recently, Japan-France collaborative activities on this matter rebounded, starting in 2015 with the co-holding of the first ‘EcoDeep’ workshop in Tokyo (French Embassy). Many scientists and engineers from both countries, the South Pacific islands and the Pacific Commission, EU, US and Asia, gathered to assess deep-sea ecosystems and their environment related to seabed mining in the region. This workshop disclosed technical difficulty of deep-sea exploration and lack of environmental data.

A second workshop (2017) focused on the technological issues of deep-sea environmental impact assessment (EIA) and environmental monitoring which might be needed at the time of seabed mining. Workshop discussion with experts from the International Seabed Authority (ISA) and again the Pacific Commission, revealed that systematic data acquisition and analysis has a key role for guiding environmental impact assessment and management. ISA published the outcomes of the workshop as one of its Technical Studies contributing to future seabed mining regulation and monitoring, hence confirming that our knowledge-for-management approach of deep-sea ecosystem is internationally recognized.

Finally, a third workshop was held in May 2018 in Tokyo (French Embassy), leading to strong recommendations towards the setting up of a common deep-sea observation project close to mineral resource deposits in the South Pacific.

Why the deep sea in the South Pacific ?

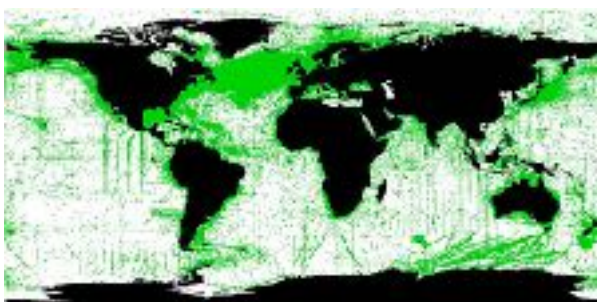
Covering two-thirds of the Earth's surface, the deep ocean has several functions and potentials, including, sequestration of atmospheric CO₂, recycling of major nutrients, holding the largest habitat for life, and vast quantities of untapped energy and mineral resources. Recent technological developments enable us to access the deep seafloor, but less than 1% of the seafloor has been sampled or monitored.

The deep-sea is also inextricably linked to human societies through our crucial dependencies, interactions and connections with that part of the oceans. The agreed research topic that was discussed in the context of maximum scientific and societal impact, where the South Pacific should be the ideal venue for investigation, includes links between global warming and ocean desertification, particularly the effect of surface desertification on midwater and seafloor communities. Thermocline dynamics and their effect on midwater and seafloor communities were also identified as a topic ripe for investigation. Ocean/lithosphere interactions and their effect on the deep-sea chemical budget were also discussed. The depth increase of desertification area beneath the South Pacific Gyre due to global warming will significantly affect not only the fish catch and coral reefs of the area but also the ecosystem at depth.

Bearing such links in mind, we have to design appropriate governance, management, and development actions from the surface to the deep-seafloor, in order to address the grand challenges that South Pacific community is facing, towards more holistic and systemic science of sustainability. Because we are dealing with a complex socio-ecological system, we may need a program which is comparable to relevant Intergovernmental Oceanic Commission (IOC) programs (e.g., ARGO, HAB, GOOS) within the framework of SDG 14 and the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development (2021-2030).

Such an integrated strategy should be underpinned by multiple science disciplines and realized through international dialogues. In other words, various science communities related to climate/physical oceanography, deep sea resources, biodiversity/ecosystems, and data acquisition/processing studies should contribute in formulating observational concepts and optimal projects for the better understanding of the deep oceans and their ecosystems.

(a)



(b)

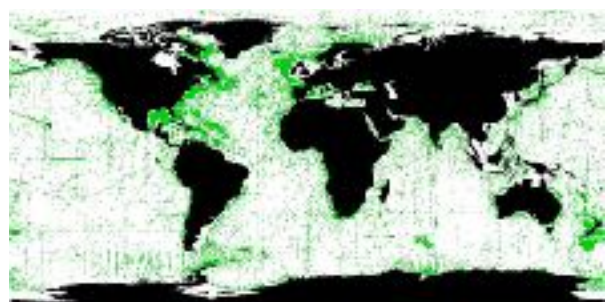


Figure. Data Point Distribution of OBIS (Ocean Biogeographic Information System). (a) all depth, (b) depth greater than 200 meters. Note that the data density is extremely low in southern hemisphere and deep ocean, compared to shallow ocean of the northern hemisphere. After K. Fujikura (2017) “Research on the biodiversity of deep-sea life”, Ocean Newsletter, https://www.spf.org/opri-j/projects/information/newsletter/backnumber/2017/415_1.html)

Towards a common deep-sea observation project in the South Pacific

Though low employment and sustainable development are key issues for Pacific Islands, the South Pacific contains many specific ecosystems and associated mineral resources that are still to be explored and characterized. As such, this is a key area to promote interaction between research and the definition of sustainable development policies. As stated above, the long-standing mutual interest in this region, the Japan/France ‘Maritime dialogue’ appears to be a favorable driver to promote a joint effort to address this question along the respective national integrated maritime strategy (3rd Basic Plan of the Ocean, Japan; Ocean and Coast National Strategy, France) whilst framing it internationally (e.g. ISA, SPC, SDG14).

Many meaningful outcomes, especially innovative observation and monitoring technologies, by national/regional projects are now familiar to both parties. Combining these outcomes, as cooperative project, constructing integrated observation networks in the Pacific become possible and wishable. ‘Cooperative research is intended to facilitate the establishment of deep-sea regional baselines of natural variability that build on geological, biological and other environmental records acquired in selected areas. The basic scientific data and information acquired in partnership should result in a cost-effective acquisition of data and information that will assist in development planning and decision-making on a regional scale that can integrate multiple uses, multiple sites, and manage impacts that could cross national boundaries’².

As far as technological innovation is concerned, the use of passive acoustics to characterize deep-sea ecosystems, the development of innovative particle traps combined with multiple imagers (transmitted/polarized/darkfield optical, hyperspectral, holographic, Raman, etc) and the standardization and inter-calibration of lighting and cameras were discussed. The development and deployment of such a deep-sea observatory system will provide a very good opportunity for the Japanese and French research community to share best practice about database development, with specific attention to the standardization of taxonomy.

The location (New Caledonia or French Polynesia EEZ) and architecture of the deep-sea observatory system will be fleshed out through a dedicated workshop, tentatively in March 2019, taking into consideration the scientific and social drivers, as part of a **project feasibility study** to be co-implemented by both parties and based on the following main characteristics: (i) upfront designing to

² Quoted from SPC-EU EDF 10 Deep Sea Mineral Projects, 2015. *Pacific Island countries and territories regional guidelines for deep sea minerals scientific research*.

promote awareness and capacity building for decision-makers and local communities to be involved in its operation; (ii) focusing on knowledge improvement of deep sea biological and mineral resources; (iii) creating opportunities for innovation (scientific, technological, social); (iv) emphasizing image acquisition and transfer to stakeholders through citizen science and education and training.